



Dans certaines écoles primaires, les notes ont été remplacées par des smileys pour évaluer les élèves.

Contexte

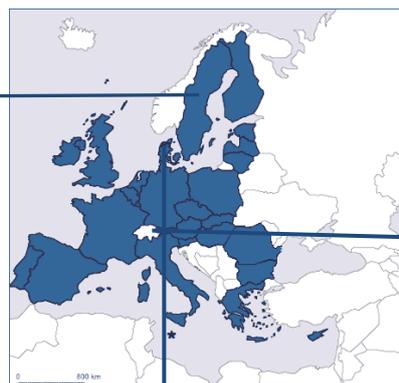
Va-t-on progressivement remplacer les notes par des smileys ? Depuis plusieurs semaines, des voix, notamment celles de l'AFEV, de l' « association contre la constante macabre » ou même de Peter Gumbel, auteur de « *On achève bien les écoliers* », multiplient les déclarations afin de démontrer que le sens du progrès passe nécessairement par un assouplissement de l'évaluation des élèves et la suppression des notes à l'école. Directement inspirée par les théories de la *Nouvelle éducation*, qui avaient prospéré dans les années 70, leur objectif est de remplacer l'évaluation des connaissances par une évaluation centrée uniquement sur les compétences et les comportements. **Cette évaluation dite « formatrice » est un échec et plusieurs pays viennent d'abandonner cette pratique.**

Plusieurs pays reviennent aujourd'hui à un système de notation traditionnel

La Suède

Le système de notation suédois ne comprend jusqu'à présent que quatre paliers d'évaluation : très bien, bien, passable et insuffisant. Les élèves ne sont vraiment notés qu'à partir de 14 ans.

Une réforme est actuellement discutée devant le parlement. Elle propose une nouvelle échelle de notes plus fines, allant de A à F, afin de faciliter la compréhension du niveau et le suivi de l'évolution des élèves. Tous les partis souhaitent que l'évaluation soit introduite beaucoup plus tôt (en dernière classe de primaire pour la majorité et en première classe de collège pour l'opposition).



La Suisse

En 1997, certains cantons suisses ont profondément modifié leur système scolaire en supprimant la notation des élèves. Dans le canton de Vaud, la logique de l'évaluation sans note a été appliquée jusqu'aux derniers degrés de la scolarité obligatoire. Les notes ont été remplacées par des degrés d'évaluation, au nombre de 5 (non atteint, largement atteint...).

Une étude réalisée 6 ans après l'introduction de la réforme montre que les enseignants sont très partagés sur cette réforme, mais à la quasi unanimité, ils considèrent que « *les notes et les moyennes offrent une meilleure protection de l'enseignant face aux contestations* » et que les élèves doivent pouvoir se situer par rapport aux autres élèves de la classe, ce que les notes permettent davantage que les appréciations. Après un débat houleux que la presse a appelé « la guerre des notes », les notes sont revenues dès la 5^e année (11 ans), avec une échelle plus fine (demi-points).

Dans le canton de Genève, en 2006, les citoyens ont voté à 75,6 % pour l'Association Refaire l'Ecole (ARLE) qui demandait, notamment, le retour des notes sur les bulletins.

Le Danemark

Le système de l'évaluation formatrice (sans note) a été abandonné à la suite des enquêtes PISA de 2000 et 2003 démontrant que le niveau des élèves danois de 15 ans était « moyen » par rapport à celui des autres élèves de l'OCDE.

Les experts de l'OCDE ont, à la demande des Danois, formulé des préconisations parmi lesquelles apparaissait la nécessité de modifier la façon d'évaluer les élèves qui n'étaient pas assez confrontés au contrôle des connaissances.

Depuis, des évaluations nationales ont été instaurées à la fin de chaque grade (grade 2 à 9) et des exercices notés ont été introduits à partir du grade 8.

Le Québec

Au Québec, le gouvernement a récemment réintroduit le bulletin chiffré, unique, ainsi que le redoublement.

Les notes sont injustes et socialement discriminantes

Le système de notation chiffré serait aléatoire et injuste car il refléterait la subjectivité et les préjugés des enseignants.

Les mauvaises notes découragent et stressent les élèves

Pour André Antibi, président de « Mouvement contre la constante macabre », l'échec scolaire, le manque de confiance en soi des élèves, tout cela est le fruit de notre système d'évaluation des élèves, basé sur des mauvaises notes.

Aucun système d'évaluation (chiffré ou non) ne peut prétendre à une totale objectivité, car il repose forcément sur une appréciation humaine (celle d'un professeur vis-à-vis d'un élève). **Les élèves**, même dans les études les plus critiques (1), **considèrent d'ailleurs à plus de 79 % que les notes sont justes**. Quant à l'argument « bourdieusien » consistant à prétendre que les notes produisent de la discrimination sociale, c'est un contre-sens absolu. **La suppression des notes renforcerait une sélection basée sur des critères moins objectifs** (carnet d'adresse des parents, maîtrise de code sociaux, ...) et accélérerait la migration des enfants des familles aisées vers l'enseignement privé.

Contrairement aux idées reçues, **les élèves n'ont pas une image dégradée d'eux-mêmes**. Ainsi, dans l'enquête réalisée par l'AFEV (1) auprès de jeunes en difficulté scolaire, ils sont 83,1 % à estimer appartenir au groupe des « moyens » ou des « forts ».

Si le stress des élèves existe, les facteurs sont à chercher ailleurs : violence, rythme scolaire, vie familiale ...

Enfin, l'expérience du Danemark et de la Suède qui reviennent à un système d'évaluation plus traditionnel après avoir constaté une baisse du niveau contredit totalement le discours consistant à dire que l'échec scolaire français est le résultat de notre système de notation.

« Evaluer sans complaisance et sans cruauté »

C'est ainsi qu'Alain Bentolila, professeur de linguistique à Paris 5 propose d'évaluer les élèves français. En effet, loin de céder aux mirages des hérauts de la suppression des notes, il convient aujourd'hui de renforcer l'évaluation des élèves.

La base de l'évaluation doit être continue. L'enseignant doit mettre en œuvre un suivi régulier des acquis des élèves, clairement évalué par une note. Un bilan mensuel doit être transmis aux parents afin de les informer des progrès et des difficultés de leurs enfants. **Les familles, en France comme en Suisse, plébiscitent les notes car elles leur permettent de mieux appréhender le niveau de leurs enfants.**

Des examens de prérequis doivent être développés. Aux points névralgiques du cursus (fin de CP, fin de CM2), les enseignants doivent vérifier la possession des savoirs et des savoir-faire des élèves avant leur passage dans la classe supérieure. Ces examens, réalisés sur un plan académique ou national, permettraient de détecter les difficultés des élèves et de les corriger grâce à des cours de remise à niveau.

La suppression des notes en France serait une grave erreur qui compliquerait la tâche des enseignants et des parents. Elle aboutirait fatalement à une baisse des exigences et donc du niveau des élèves et serait, à moyen terme, source de nouvelles inégalités entre élèves.

L'échec de ce genre de politique à l'étranger doit nous encourager à préserver notre système de notation, en renforçant l'évaluation des élèves.

Bibliographie

(1) Baromètre Trajectoires/Afev 2010 du rapport à l'école des enfants de quartiers populaires.

Blanchet Alex, *Supprimer les notes : regard rétrospectif sur une réforme contestée*. Unité de recherche pour le pilotage des systèmes pédagogiques [URTSP], Lausanne, Suisse.

Bentolila Alain [2007], *Urgence école*, édition Odile Jacob

Contact Presse

Olivier Vial

Président de l'UNI et directeur du CERU

01 78 16 40 30

Olivier.vial@uni.asso.fr